

Spécial îlots

QUARTIER

Sud

N°72
Juin
2019

Le journal de la distribution de la fédération SUD PTT

L'îlot... z'enfers !

En effet, sans crainte d'exagérer, nous parlons bien d'enfer. Le déploiement des sacoches, îlots, points services facteurs etc. est une véritable catastrophe, humaine et industrielle. Depuis le déploiement de Facteur d'avenir, nous sommes habitué·e·s à être placé·e·s dans la lessiveuse des réorganisations permanentes.

Nous avons à peine le temps de digérer la dernière qu'on nous replonge dans la suivante. Mais, à tous points de vue, la mise en place des îlots n'est pas une restructuration de plus. Couplée avec celle de la méridienne, elle signe tout simplement l'arrêt de mort du métier de facteur/trice.

Livreuses, livreurs et couteaux suisses

Le but de la Branche Courrier Colis et de son directeur Philippe Dorge (c'est le monsieur sur la photo à droite), c'est de faire de nous de simples livreuses et livreurs, avec en plus un côté couteau suisse pour exécuter les nouveaux services. Ces derniers sont, pour certains d'entre eux, totalement fantaisistes (le relevage des compteurs EDF ou les photos pour les assurances...).

D'autres rendent payants des prestations auparavant assurées gratuitement, par nous-mêmes ou par d'autres services publics comme l'aide à la télédéclaration des impôts.... Au passage, aucune reconnaissance pécuniaire de cette polyvalence, via la mise en place du 2.1 comme grade de base par exemple.

Cette transformation en livreurs et en prestataires de services se fait au prix d'une rupture historique, c'est-à-dire la séparation des activités de tri et de distribution. Jusqu'alors, notre métier reposait sur une somme de savoir-faire : entre autres la connaissance du tri général, du tri sur son casier et de la distribution. Des tâches distinctes mais intrinsèquement liées entre elles. Or, cette véritable déqualification du métier a plusieurs conséquences.

Dégradation du service rendu

Quiconque a déjà bossé sur une tournée le sait (mais ce n'est visiblement pas le cas de nos dirigeants), assurer à la fois le tri et la distribution permet de limiter le nombre d'erreurs. Au moment du tri, on anticipe les points de distribution qui sont plus compliqués, parce qu'on a la connaissance du terrain. En distribution, on sait où se trouvent les endroits où les erreurs de tri sont les plus courantes, et on pratique l'auto-contrôle.



**Le paradis de Casidorge :
l'enfer pour nous !**

Pour les ordres de réexpédition, même chose : comment les traiter, les vérifier, si on ne connaît pas la tournée ? Comment corriger les erreurs si les collègues au tri ne peuvent pas rencontrer celles et ceux qui distribuent ?

Tous ces aspects n'existent pas pour les maniaques de la préquantification de la charge de travail. Ceux qui ont un logiciel à la place du cerveau se fichent de la qualité de service comme de leur premier bilan comptable. Ce qui compte dans leur obsession de rationalisation, c'est la chasse à l'emploi.

Trier comme des machines, distribuer comme des mulets

Les conséquences néfastes de la séparation des activités de tri et de distribution ne touchent pas que les usager·e·s. Comme souvent, baisse de la qualité de service et dégradation des conditions de travail se rejoignent. Qu'il s'agisse des collègues qui préparent les tournées ou de celles et ceux qui sont sur les vélos ou dans les voitures, tout le monde morfle.

Au tri, les cadences sont intenable, la taille des casiers repousse toutes les limites, quand on ne trie pas sur plusieurs casiers. L'allongement de la durée du tri génère des troubles musculo-squelettiques (épaule, canal carpien...) ainsi que des risques psycho-sociaux. Les embauches peuvent se faire à 4h30 dans certains endroits. Et on parle d'agents qui pour certain·e·s sont en inaptitude à la distribution parce qu'ils ont déjà été bousillé·e·s par le boulot !

La rupture de l'équilibre entre travaux intérieurs et extérieurs touche aussi de plein fouet les agents chargés de la distribution. Comment pourrait-il en être autrement, quand on passe plus de 6h30 dehors, par tous les temps ? Par ailleurs, le fait de trier sa tournée permet d'anticiper la charge de travail, et donc d'adapter, dans une certaine mesure, son rythme en



fonction du trafic. Avec les îlots, on prend sa sacoche directement en pleine poire, et vaille que vaille ! Le terme même de "sacoche" est d'ailleurs une vaste blague en soi. Ou alors dans ce cas il faut parler d'une sacoche XXXL. En zone rurale, les collègues sont souvent obligé·e·s de jouer au Tétris pour charger leur véhicule. Résultat, là aussi, des cadences de malades, et des heures sup' en pagaille.

La Poste du 21^e

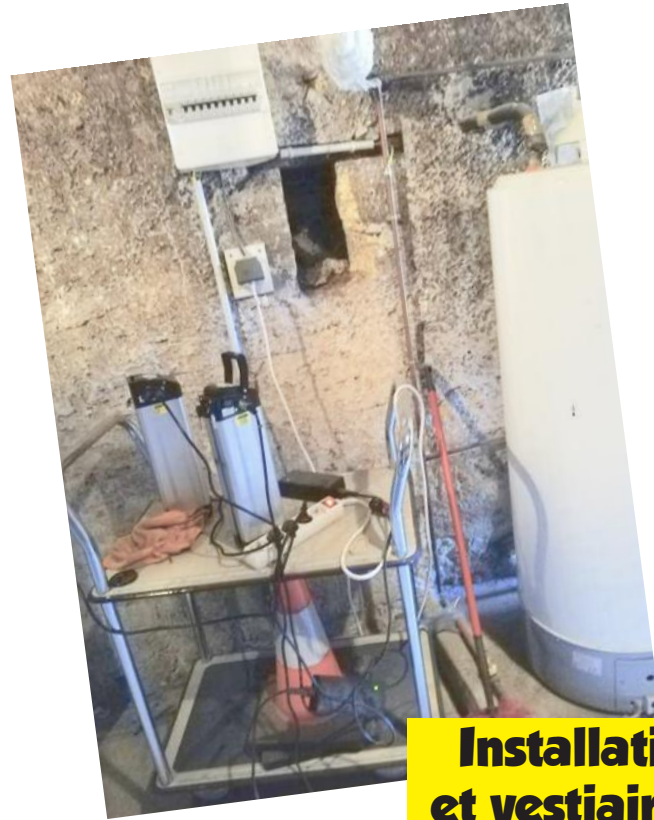
Les conseillers en communication de La Poste ont certainement été formés dans les mêmes écoles que ceux de Macron et du gouvernement. Pour ces derniers, le plan de destruction de l'école publique, c'est "l'école de la confiance". A La Poste, un local pourri, trop petit, parfois sans chauffage, sans vestiaire, sans coin repas digne de ce nom on appelle ça... un îlot. Ça fait joli un îlot, ça évoquerait presque les vacances, la plage, les palmiers... Le paradis en somme ! L'enfer en réalité. Bien souvent, même le strict minimum pour tout simplement faire son travail n'est pas assuré. Ainsi, des collègues sont obligé·e·s de trier leurs recommandés à genoux, à même le sol.

Parce que les images en disent souvent plus que bien des discours, nous reproduisons ici des photos prises dans divers îlots du territoire.

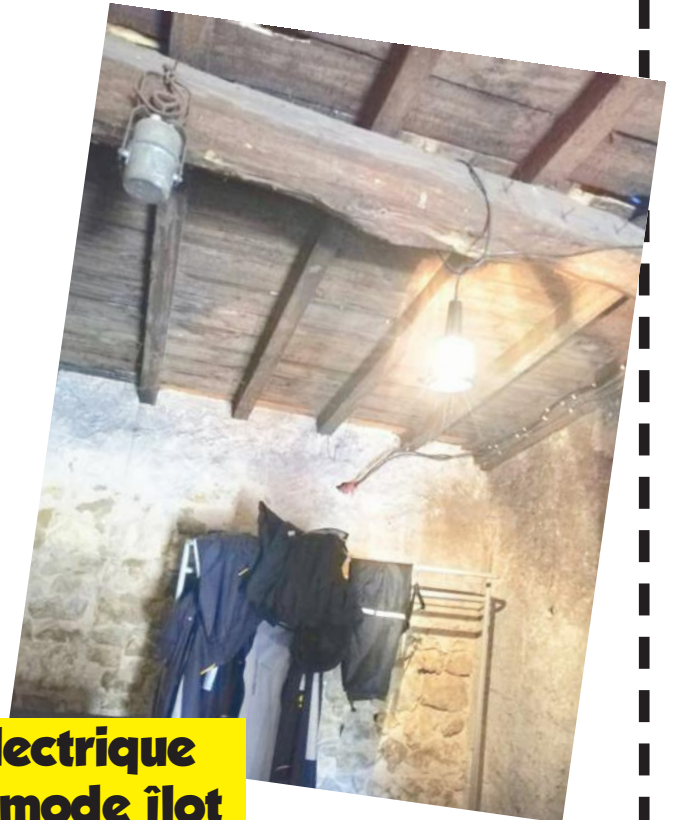


**Nos conditions de travail ?
Au garage !**

siècle... avec des conditions du 19^e !



**Installation électrique
et vestiaire en mode îlot**



Les postier·e·s sur les genoux



Les factrices et les facteurs en résistance... Et les fédérations syndicales?



Le développement de cet archipel d'îlots ne se fait pas sans encombre pour La Poste. Des grèves éclatent un peu partout sur le territoire. En Occitanie, en Bretagne, dans les Pays-de-Loire, en région PACA, dans les Hauts-de-France... la pilule ne passe pas. La majorité de ces conflits sont animés par des équipes *Sud* et CGT, le plus souvent ensemble. Mais, et c'est un fait significatif, des intersyndicales plus larges (avec la CFDT, FO, la CFTC...) ont appelé ou appellent à des journées de grève, par exemple en Ile-et-Vilaine ou dans le Nord.

Ces exemples sont positifs. Nos patrons avancent en rang serré pour casser notre métier, nous avons donc besoin de l'unité à la fois la plus large et la plus solide possible.

92: blocage politique de La Poste

Sur le fond revendicatif, les divergences sont de l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette pour parvenir à la signature d'un protocole de fin de conflit. Et pourtant, la situation concernant la grève dans le 92 n'a jamais été aussi tendue.

Gaël Quirante, secrétaire départemental, a, dimanche 16 juin, été embarqué à 6h00 du matin par des flics munis de béliers. Les accusations de dégradations lors d'une occupation du siège de La Poste sont tellement solides qu'y a été ajouté—dans un 2^e temps!—la violation de domicile, et Gaël est sorti le lendemain (après, tout de même, 36 heures de garde à vue!), sans charge retenue contre lui à cette étape. L'Etat sert clairement de bras armé à La Poste. La répression policière est le complément de la répression patronale.

Or c'est justement cette question de la répression qui est à l'origine de cette situation de blocage. La DSCC 92, comme la BSCC et le siège, s'entêtent à refuser un engagement écrit à ne pas lancer de procédures disciplinaires pour faits de grève. C'est, en somme, une épée de Damoclès maintenue au-dessus de la tête des grévistes, et c'est inacceptable. D'autant plus dans ce contexte de répression généralisée contre les militant-e-s, et plus généralement toutes celles et ceux qui refusent de courber l'échine.

Les grévistes ont besoin de soutien dans ce bras de fer. La fédération *Sud* PTT travaille notamment à élargir le soutien du côté syndical, associatif, politique... Nous appelons également nos collègues à s'adresser aux directions de La Poste, par le biais de pétitions, motions, rassemblements. Il ne s'agit pas seulement de solidarité, il en va de notre propre intérêt face à nos patrons.

Nous avons évidemment pleinement conscience que l'unité syndicale n'est pas un long fleuve tranquille, tout particulièrement à La Poste. Mais nous faisons le pari que, malgré nos nombreux désaccords sur le fond, il est possible de

s'entendre sur la question des îlots. Nous avons d'ailleurs pu observer, à plusieurs reprises dans des réunions, une certaine convergence de vues. Toutes les fédérations syndicales ne sont pas, loin de là, frontalement opposées à la mise en place des îlots. Mais la direction de la branche Courrier agit avec un tel dogmatisme, sans tenir compte non seulement de l'avis des factrices et les facteurs mais aussi de celui des cadres (y compris certaines directions d'établissement), que même les syndicats qui ne combattent pas les réorgs commencent à tirer la sonnette d'alarme.



Et en effet, il y a le feu. Mais il n'est pas trop tard! L'objectif de la boîte, c'est 3000 îlots fin 2020. Nous n'en sommes donc qu'au début du processus. Mais il faut agir vite. Pour *Sud* PTT, il est de la responsabilité des fédérations syndicales de traduire les convergences qui se font jour à l'échelle locale ou départementale. Nous proposons aux autres organisations de se rencontrer, afin de donner des perspectives nationales.

